



Bureau Intégré
des Nations Unies
en Haïti

Rapport du Secrétaire général

Bureau Intégré
des Nations Unies en Haïti

S/2026/31

Période de publication :
21 janvier 2026

Ce document non officiel a été conçu à partir du rapport du Secrétaire général soumis en application de la résolution 2785 (2025) du Conseil de sécurité. Par cette résolution, le Conseil a prorogé jusqu'au 31 janvier 2026 le mandat du Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH), conformément à la résolution 2476 (2019) ayant établi le BINUH. Il présente les principaux développements survenus depuis le dernier rapport, en date du 21 octobre 2025.

Évolution de la situation

23 décembre 2025

Publication du calendrier électoral, premier tour le 30 août 2026, second tour le 6 décembre 2026.

9 décembre 2025

Conférence à New York sur la Génération de Forces en Haïti pour la Force de répression des gangs.

29 octobre 2025

L'ouragan Melissa cause au moins 43 décès dans les départements du sud et aggrave les besoins humanitaires.



Les acteurs nationaux doivent collaborer de manière constructive et sans délai afin de faire avancer la transition.



Poursuite des activités pour promouvoir **la consultation interhaïtienne**, réduire les tensions politiques et maintenir l'accent sur **la sécurité et la préparation des élections**.



La violence des gangs a des conséquences particulièrement dévastatrices pour **les femmes, les enfants et les jeunes**, et fragilise durablement le tissu social du pays.



Il est essentiel que **les autorités nationales** élaborent des interventions proactives et ciblées pour prévenir **le recrutement et l'utilisation d'enfants par les gangs**.



Les Nations Unies prennent les mesures nécessaires pour préparer le soutien logistique et opérationnel à **la Force de répression des gangs**.



Le BINUH et l'équipe pays des Nations Unies jouent un rôle crucial pour appuyer **les priorités nationales et pour la coordination** avec les autres partenaires.

VIOLENCE

Intensification dans les zones URBAINES ET PÉRIURBAINES

Les bandes armées utilisent des armes de gros calibre et mènent des attaques coordonnées sur plusieurs axes.

Entre le 1er octobre ET LE 31 DÉCEMBRE

498 morts et 291 blessés dans des opérations des forces de sécurité (81% étaient des membres de gang).

Entre le 1er septembre ET LE 30 NOVEMBRE

449 cas de violences sexuelles; le viol collectif est resté la violation prédominante (74% des cas).

Sécurité, état de droit et droits humains



Début le 17 novembre du recrutement de la 36ème promotion de la PNH (**entre 900 et 1 200 candidats**).

En parallèle, **876 recrues de la 35ème promotion, dont 156 femmes**, ont poursuivi leur formation initiale entamée le 7 octobre.

Objectif : augmenter les effectifs de police de **4 000 agents** d'ici le premier trimestre 2027.

Au 10 décembre, **7 447 prisonniers** répartis dans 13 établissements pénitentiaires (taux d'occupation moyen : 306 %).

442 femmes
253 garçons
29 filles

82 % de la population carcérale en détention provisoire prolongée.

Entre octobre et décembre, visites de travail dans les prisons : Suivi et assistance à **88 enfants mineurs détenus**.

Justice et lutte contre l'impunité



Le 6 novembre, réunion du Comité de suivi de la chaîne de justice pénale, rassemblant des procureurs, des juges, des agents pénitentiaires et des représentants du ministère de la Justice et de la police nationale.



Le 11 décembre à Port-au-Prince et du 16 au 17 décembre au Cap-Haïtien, tables rondes publiques sur le rôle des jeunes dans la lutte contre l'impunité.



Poursuite de l'appui à la mise en œuvre des deux Pôles judiciaires spécialisés créées par décret en avril 2025 pour traiter les affaires de violations flagrantes des droits humains, de corruption et de criminalité financière de grande ampleur.

Cap-Haïtien
Gonaïves
Hinche
Port-au-Prince



Bureau Intégré
des Nations Unies
en Haïti

Rapport du Secrétaire général

Bureau Intégré
des Nations Unies en Haïti

S/2026/31

Période de publication :

21 janvier 2026

Politique



DIALOGUE POLITIQUE

Echanges avec plus de 60 partis politiques, organisations de la société civile, groupes de femmes et de jeunes, organisations confessionnelles et associations de la diaspora, sur les enjeux de sécurité, de gouvernance et électoraux.

Rencontres avec les autorités, notamment lors de consultations les 30 octobre et 25 novembre, sur le renforcement des institutions de sécurité nationale, la promotion de la coopération interinstitutionnelle et la consolidation du consensus national sur la voie à suivre.



RÉDUCTION DE LA VIOLENCE COMMUNAUTAIRE

Le 6 novembre, forum national sur l'engagement du secteur privé avec plus de 170 participants, dont des représentants des autorités nationales, des représentantes de femmes, des acteurs du secteur privé, des membres de la société civile et des partenaires internationaux.

Le 21 novembre, réunion pour la première fois de 223 chefs religieux, dont 52 femmes, afin de réfléchir à leur rôle dans la prévention des conflits et la réintégration.



RENURENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Audit social : visites de suivi dans les départements du Nord (161 organisations et communautés locales soutenues dans huit départements).

Formation sur les principes des droits humains et l'usage de la force (44 officiers de la PNH) ; sur les enquêtes et la gestion des données sur les violences sexuelles (58 enquêteurs et chefs d'unité issus de sept départements).

Atelier à Gonaïves avec 46 participants, dont des magistrats, des représentants des autorités locales et des membres de la société civile, sur les mécanismes endogènes de résolution des conflits fonciers.

UNSOH (Bureau d'Appui des Nations Unies en Haïti - BANUH)

Mission d'évaluation technique du
23 au 31 octobre 2025.

Session de formation de formateurs aux instructeurs de la FRG sur **les approches participatives en matière de droits humains** et d'application de la loi.

Organisation de réunions avec la Force de répression des gangs **les 30 octobre et 4 décembre**, sur le partage d'informations et la coordination.

69 % du personnel de la FRG a suivi la formation relative aux droits humains.

Situation humanitaire

48,7 % de la population vit avec moins de 3 dollars par jour.

1,5 million d'enfants déscolarisés.

5,7 millions de personnes en insécurité alimentaire.

Seulement **10 % des établissements de santé** sont pleinement opérationnels.

1,4 million de déplacés soit 12% de la population haïtienne.

Au 31 décembre, **24,1 % des 908,2 millions de dollars** nécessaires en 2025 avaient été financés.

POUR PLUS D'INFORMATION

RETRouver l'intégralité du rapport aux liens suivants:



<https://binuh.unmissions.org/fr/rapports>